

28-01-08

## Lakshmi Mittal reçu aujourd'hui à l'Élysée

**ACIER**

Nicolas Sarkozy veut évoquer avec le patron d'Arcelor-Mittal le sort de l'usine de Gandrange, dont la fermeture partielle a été annoncée.

Nicolas Sarkozy doit recevoir ce lundi, en fin de matinée, Lakshmi Mittal, patron d'Arcelor-Mittal, pour évoquer la situation de l'usine de Gandrange, en Lorraine, dont le sidérurgiste vient d'annoncer la fermeture partielle. Le numéro un mondial de l'acier veut supprimer 595 des 1.108 emplois du site d'ici à 2009. « *Dans une démocratie, on a le droit de discuter, pour comprendre, pour essayer de trouver des solutions* », a lancé Nicolas Sarkozy, vendredi, à Delhi, devant un parterre d'hommes d'affaires, dont Lakshmi Mittal. « *Et quel président serais-je, si je ne me posais pas la question dans une région si attachée à la sidérurgie d'une usine qui ferme et de la possibilité de discuter avec un industriel qui a investi ?* »

Face à la volonté affichée par le président de la République de « *voir ce que l'on peut faire, de façon à ce*

*que le maximum d'emplois soient préservés* », Lakshmi Mittal s'est empressé de confirmer sa décision en affirmant que c'était « *pour le bien de tous les employés* ». Interrogé après le discours de Nicolas Sarkozy, le patron d'Arcelor-Mittal a expliqué qu'il allait déplacer les emplois supprimés vers le site voisin de Florange et au Luxembourg. « *Sur les 600 salariés concernés, 450 se verront offrir de nouveaux emplois mieux payés et 150 partent en retraite* », a-t-il assuré.

### LE CONTRE-PROJET DES SYNDICATS

De leur côté, les élus locaux et le préfet de la Moselle ont déjà demandé au groupe sidérurgique le gel de cette décision le temps d'examiner le contre-projet industriel présenté par l'intersyndicale locale. L'intervention de l'Élysée leur permettra-t-elle d'obtenir gain de cause ? Lakshmi Mittal a l'habitude de faire pression sur les collectivités locales pour obtenir des aides financières, voire d'autres incitations comme des quotas de CO<sub>2</sub>. Le rallumage d'un haut-fourneau à Liège (Belgique), prévu le 21 janvier, est ainsi suspendu à l'obtention par la région wallonne des quotas nécessaires, ou de leur financement, estimé à 300 millions d'euros d'ici à 2012. ■

MARIE-CAROLINE LOPEZ

## Sarkozy s'empare du dossier Mittal

Hier soir à New Delhi, lors d'une rencontre avec quelques journalistes, Nicolas Sarkozy s'en est pris violemment à la spéculation et à l'organisation des salles de marché. Selon le chef de l'Etat, il est urgent de « sortir d'un capitalisme sans transparence où l'innovation dans les systèmes financiers a conduit à donner la priorité aux spéculateurs sur les entrepreneurs ». Selon lui, un tel système « aboutit à l'irresponsabilité ».

À la question de savoir si Mittal participait à ce système, Nicolas Sarkozy a répondu qu'on « ne peut pas dire qu'un homme

*qui investit dans l'acier soit un spéculateur, qu'il crée une bulle ». Après avoir relevé que « l'usine n'était pas du groupe Arcelor », le chef de l'Etat a affirmé que son rôle « c'est aussi de voir quel est le problème, comment on peut moderniser cette usine », d'établir s'il y a une alternative. Et de conclure : « Je vais m'y intéresser comme je me suis intéressé à Alstom, à Sanofi, à Pechiney ».*

Bref, le dossier de l'usine de Gandrange est désormais remonté à l'Élysée.

**Ph. W.**

## Suppressions d'emplois à Gandrange : Sarkozy reçoit Mittal aujourd'hui



Après plusieurs jours de chassé-croisé, le président français Nicolas Sarkozy doit rencontrer ce matin à l'Élysée Lakshmi Mittal, le PDG du groupe Arcelor-Mittal, pour discuter de l'affaire de la suppression des 600 emplois programmée sur le site sidérurgique de Gandrange (Moselle), avec promesses de reclassements à la clef. Lors de sa visite officielle en Inde, le président français

n'avait pas rencontré en tête-à-tête le patron anglais d'origine indienne, mais l'avait interpellé dans le cadre d'une conférence économique organisée à New Delhi par le Medef, puis avait refusé de lui parler lorsque Lakshmi Mittal a cherché ensuite à le saluer. Dans le cas de Gandrange, Nicolas Sarkozy veut aider « soit à un maintien de l'activité, soit à son remplacement par une réindustrialisation ».